

Consultation publique n°2025-05 du 17 avril 2025 de la CRE relative à l'évolution des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité

Réponse d'EDF

16 mai 2025

Propos liminaire

Les réponses d'EDF à cette consultation sont exprimées à plusieurs titres : i) en qualité de fournisseur d'électricité, ii) en qualité de maison-mère d'Enedis, iii) en qualité de producteur d'électricité, iv) en qualité de gestionnaire de réseau d'électricité dans les Zones Non Interconnectées au réseau métropolitain continental (ZNI).

En qualité de maison mère d'Enedis et de gestionnaire de réseaux dans les ZNI, EDF rappelle que, de manière générale, il est souhaitable de tarifier les prestations annexes réalisées par le GRD au niveau le plus proche de leur coût estimé et de les faire supporter à leurs bénéficiaires plutôt que de prévoir leur prise en charge par l'ensemble des utilisateurs du réseau via leur inclusion dans le tarif d'utilisation des réseaux.

Demandes d'évolutions relatives aux consommateurs en BT \leq 36 kVA

Question 1 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la modification de la prestation « Enquête » et les nouvelles modalités de communication et de traitement envisagées dans le cas d'une suspicion de fraude sur le dispositif de comptage ?

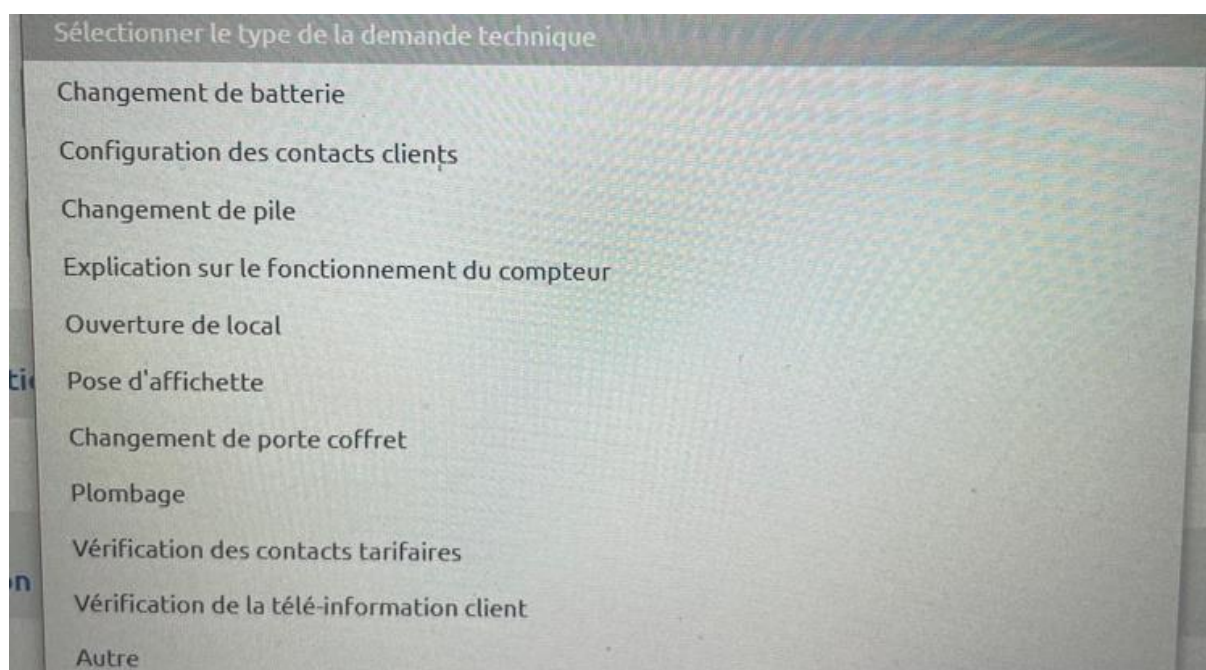
EDF est défavorable à l'orientation préliminaire de la CRE. EDF rappelle que la limite de responsabilité du distributeur est le disjoncteur et non pas le compteur, le texte de la consultation mentionnant les "cas d'aval compteur" pouvant donc prêter à confusion. Comme précisé sur le site enedis.fr si le client détecte une situation de fraude en amont de son disjoncteur (donc sur le réseau public de distribution d'électricité), il peut contacter Enedis au 09 70 83 19 70 – pour faire vérifier son installation par un technicien Enedis.

EDF ne considère pas que la proposition de canal alternatif visant à utiliser la M002 plutôt que la F920 soit pertinente. Cette proposition consistera en la création d'un nouveau motif spécifique sur la prestation M002, qui entraînera la réalisation d'une enquête type F920, ce qui consiste à ajouter une étape supplémentaire au process actuel et non pas à le simplifier.

Enfin, EDF considère, comme la CRE le précise à la question 2, que le formulaire M002 n'a pas vocation à se substituer au catalogue des prestations annexes et à traiter une multiplicité de demandes variées.

Question 2 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant le traitement des demandes de contrôle de tension instantané (sans pose d'enregistreur) ?

EDF est favorable à l'orientation préliminaire de la CRE de conserver le traitement des demandes de contrôle de tension instantané (sans pose d'enregistreur) dans les demandes d'intervention de courte durée. Toutefois EDF précise qu'à date le motif "contrôle de tension instantané (sans pose d'enregistreur)" n'est pas disponible dans le menu déroulant de la prestation F940B sur le portail SGE (voir figure ci-dessous).



Question 3 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la modification de la prestation « Relevé spécial » ?

EDF comprend de la formulation retenue dans la consultation que le premier relevé pour les clients non équipés d'un compteur évolué ne sera pas facturé, car son coût étant financé via la composante annuelle socle introduite dans la délibération 2025-78 TURPE 7 HTA-BT. La couverture des coûts du distributeur étant assurée pour une seule relève par an, EDF est favorable à cette proposition d'Enedis qui assure la couverture des coûts en cas de relève supplémentaire.

EDF rejoint l'avis de la CRE d'appliquer aux clients ne pouvant être équipés d'un compteur évolué pour « impossibilité technique du fait du GRD » les conditions relatives aux clients équipés d'un compteur évolué « silencieux » dont la facturation additionnelle ne s'applique qu'à partir du troisième relevé demandé au cours d'une même année.

Pour le périmètre des ZNI, EDF partage les mêmes remarques, et a bien pris note de l'application à partir d'un taux de déploiement sur le territoire concerné de 90% comme indiqué dans la délibération TURPE 7 HTA-BT.

Demande d'évolution relatives aux producteurs

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE, visant à simplifier la prestation « Duplicata de document » en supprimant la condition « aux seuls documents de moins de 12 mois » ?

EDF est favorable à l'orientation préliminaire de la CRE de suppression de la condition "aux seuls documents de moins de 12 mois" sur la prestation Duplicata.

Question 5 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'introduction d'une prestation « raccordement anticipé des producteurs en BT > 36 kVA » ?

Question 6 : Avez-vous des remarques concernant l'introduction de cette prestation, les modalités tarifaires envisagées et les modalités de mise en œuvre pour les ELD ?

Réponse aux questions 5 et 6 ;

EDF partage le principe d'une contribution de la part des utilisateurs du réseau (producteurs BT>36 kVA) qui bénéficient du raccordement anticipé sans en subir les contraintes afin de couvrir le montant des indemnités des producteurs en HTA qui sont écartés, en lieu et place de l'ensemble des utilisateurs. EDF partage le besoin de pilotage des producteurs BT>36 kVA mais comprend l'incertitude autour de la durée de mise en œuvre et donc l'orientation préliminaire de la CRE de ne pas classer la prestation comme expérimentale.

Concernant les ZNI, si ce n'est pas déjà le cas aujourd'hui EDF considère que la situation décrite pour l'Hexagone devrait se produire à l'avenir sur ces territoires. Ainsi, en l'absence de solution de pilotage adaptée à la production BT, des producteurs HTA devront être limités dans l'attente de la réalisation de travaux prévus notamment sur le réseau de transport.

Pour cette raison, EDF est favorable, également pour les ZNI, à l'orientation de la CRE concernant l'introduction d'une prestation pour les producteurs BT > 36 kVA qui seraient raccordés dans l'attente de la réalisation de ces travaux. En revanche, EDF demande à ce que cette nouvelle prestation ne soit activée dans les ZNI que lorsque la situation décrite sera avérée. Par ailleurs, le prix de la prestation devra être adapté pour tenir compte des conditions et règles qui s'y appliquent.

Demandes d'évolution transverses à plusieurs segments de clientèle

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la modification de la prestation « Vérification visuelle sur le dispositif de comptage » ?

EDF est favorable à cette orientation préliminaire de la CRE pour l'Hexagone et les ZNI.

Question 8 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la différenciation des tarifs associés à la prestation de « Vérification visuelle sur le dispositif de comptage » par catégorie de client ?

EDF partage l'analyse de la CRE sur la différenciation des tarifs par catégorie de clients associés à la prestation de "vérification visuelle sur le dispositif de comptage".

Question 9 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'intégration du cas d'usage de « Passage à monophasé/triphasé ou triphasé/monophasé à iso-puissance » aux prestations proposées par les GRD d'électricité et aux modalités de facturation envisagées ?

EDF est défavorable à cette orientation préliminaire de la CRE.

Tout d'abord, EDF tient à préciser que contrairement à ce qu'indique Enedis, un « Changement de type d'alimentation électrique à iso-puissance » ne peut pas être demandé par le fournisseur via le canal de modification de puissance (demande non passante dans le SI). De plus, dans le catalogue des prestations d'Enedis, il est bien précisé que le passage de monophasé à triphasé et inversement, sans modification contractuelle, est réalisé par une prestation F860 (sur devis).

Ensuite, la proposition d'Enedis nécessiterait la création d'une option supplémentaire aux 3 existantes dans la prestation de modification contractuelle (F180), ce qui n'est pas présenté dans la proposition.

Enfin, comme précisé dans la concertation, à date, le client peut demander en toute autonomie à Enedis (sans passer par le fournisseur) le « Changement de type d'alimentation électrique à iso-puissance » sur le portail raccordement. EDF souhaite ainsi savoir s'il est prévu le maintien de ce canal de demande.

Afin de permettre la facturation des demandes de changement d'alimentation sans travaux, EDF propose que cela se fasse sur devis forfaitaire via la prestation F860 par l'ajout dans le barème raccordement du montant forfaitaire de 149,96 €HT correspondant au passage de tri en mono ou mono en tri sans modification du branchement.

Demande d'introduction d'une prestation expérimentale

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'ajout au catalogue de la prestation « LinkyReady » en tant que prestation expérimentale pour les lots 2 et 4, et l'intégration des lots 1, 3 et 5 en tant que prestations concurrentielles d'Enedis ?

EDF est favorable à l'introduction d'une prestation expérimentale ouverte aux industriels et permettant le développement et le test de nouveaux équipements compatibles avec la TIC. EDF n'a pas de remarque particulière sur la segmentation des lots.

Question 11 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la tarification de la délivrance de l'autorisation de marquage (lot 2) ?

EDF partage la nécessité de couvrir les coûts du distributeur et donc la tarification de l'autorisation de délivrance.

Demandes de pérennisation de prestations expérimentales

Question 12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la prestation « Télé-action sous IP » ?

Au regard de la classification d'Enedis en tant qu'Opérateur de Service Essentiel et du développement croissant des menaces cyber qui a conduit, aux niveaux français et européen, au relèvement des exigences de cybersécurité notamment pour les entités du système électrique, EDF comprend la nécessité pour tout gestionnaire de réseau de maîtriser les entrées dans ses SI et soutient le caractère monopolistique de cette prestation, ainsi que les démarches permettant de lever les blocages à un tel classement.

Question 13 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la pérennisation de la prestation expérimentale « Analyse de la qualité d'alimentation » ?

EDF ne partage pas l'avis de la CRE. EDF considère que cette prestation n'est pas adaptée aux attentes des clients du segment C5. Il y a une confusion possible et une redondance entre les prestations F610, F620 et F630. A titre d'exemple, le catalogue des prestations précise que la F620 "Analyse ponctuelle de la qualité de fourniture" consiste, notamment, à effectuer une mesure de la qualité d'alimentation, en parallèle la F630 s'intitule "Analyse de la qualité d'alimentation électrique".

EDF est favorable à un travail d'Enedis avec les fournisseurs afin de simplifier les différentes prestations liées à la qualité de fourniture sur le segment C5.

Question 14 : Partagez-vous les orientations de la CRE concernant la limitation de l'accès à la prestation aux seuls fournisseurs, et la suppression de l'option relative à l'analyse des interruptions d'alimentation ?

EDF ne partage pas les orientations de la CRE. Conformément à la réponse à la question 13, EDF est favorable à un travail d'Enedis avec les fournisseurs afin de simplifier les différentes prestations liées à la qualité de fourniture sur le segment C5.

Question 15 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la reconduction de la prestation expérimentale « Transmission anticipée en RecoTemp des Bilans détaillés par sous profil et par fournisseur/acheteur » (S515) ?

EDF partage l'analyse de la CRE sur la reconduction de cette prestation expérimentale.

ooOoo